

Le budget

ne pense pas que beaucoup d'entreprises commerciales aient pu en faire autant.

Nous avons fait preuve de prudence. Nous avons réduit les effectifs de la fonction publique de 12 000 années-personnes. Ils sont redevenus ce qu'ils étaient en 1973, soit il y a 17 ans. Au cours des quatre années qui ont pris fin en 1988-1989, les dépenses fédérales ont augmenté en moyenne de seulement 3,5 p. 100 par an. C'est bien peu de chose par rapport à l'augmentation globale de 6,54 p. 100 de la croissance des dépenses annuelles de certains gouvernements provinciaux, notamment celle du gouvernement de l'Ontario qui attise l'inflation au Canada avec sa croissance annuelle moyenne de 9,5 p. 100.

J'ai dit que le gouvernement fédéral avait réduit les effectifs de sa fonction publique. Il a obtenu beaucoup plus de succès que les gens de Queen's Park. On se serait imaginé que le gouvernement ontarien se serait amendé. Mais non! Quand nous sommes parvenus à expulser les libéraux qui exerçaient le pouvoir à Ottawa en 1984, ils se sont ralliés en 1985 derrière M. Peterson à Toronto. Alors même que notre gouvernement s'efforçait de réduire les effectifs de la fonction publique de 12 000 fonctionnaires, les libéraux ontariens alourdissaient encore leur appareil bureaucratique de 7 000 nouveaux fonctionnaires. J'imagine que c'est là ce que les libéraux appellent créer de l'emploi. Ils ont engagé des fonctionnaires.

Alors qu'Ottawa se serrait la ceinture, certaines provinces, notamment l'Ontario, ont augmenté leurs dépenses sans se soucier manifestement des réalités économiques. Cela a exercé des pressions inflationnistes à Toronto et dans le Golden Horseshoe, et a contribué à la majoration des taux d'intérêt.

Le problème, c'est que toutes les autres régions du pays doivent payer pour les pressions inflationnistes que provoque le gouvernement libéral de l'Ontario. Il n'y a qu'une politique monétaire au pays. Toutes les autres provinces doivent subir les hausses des taux d'intérêt qui sont indispensables si nous voulons contrer l'inflation causée par les dépenses ridiculement élevées du gouvernement de M. Peterson, à Toronto.

Certains de nos critiques ont prétendu que la diminution des paiements de transfert que versent le gouvernement fédéral aux provinces nuira au bon fonctionnement d'importants services sociaux. Mettons les choses au point. Si l'Ontario réduisait les prodigalités de son gouvernement libéral de seulement 0,5 p. 100 la première année et de 1,25 p. 100 l'année suivante, elle pourrait

facilement satisfaire à ses exigences budgétaires. Cela n'équivaut qu'à 1 p. 100 en moyenne sur deux ans.

Faisons le point sur des questions que tentent d'étouffer les députés. Nous comprimons les dépenses. Nous ne les supprimons pas. Les chiffres sont éloquentes. Les paiements de transfert directs aux autres niveaux de gouvernement ont augmenté de 23,8 milliards de dollars.

Le président suppléant (M. Paproski): Un verre d'eau tiède pour le ministre. Cela pourra peut-être soulager son mal de gorge. C'est un vieux remède ukrainien.

M. Dick: Je vous en suis reconnaissant, monsieur le Président. Si vous aviez un vieux remède ukrainien qui me permettrait de me débarrasser de mon rhume, je le prendrais en note. Vous devriez le faire breveter, monsieur le Président, cela pourrait vous rapporter gros.

M. Marchi: Envoyez-nous-en tout un seau.

M. Nault: Oui, nous avons, nous aussi, beaucoup de mal à avaler tout ça.

M. Dick: Ce n'est pas une mauvaise répartition. Vous devriez la faire à propos des balivernes que votre chef a proférées aujourd'hui.

Les paiements de transfert direct aux autres paliers de gouvernement sont passés de 23,8 à 25,1 milliards de dollars. Il s'agit d'une hausse de 5,2 p. 100. Dans le budget, nous avons augmenté de plus de 7 p. 100 les paiements qui vont directement aux particuliers. Ils totaliseront 35,8 milliards de dollars. Les paiements de transfert du gouvernement fédéral ont augmenté de près de 5 p. 100 par rapport à l'année dernière et totalisent ensemble 72,6 milliards de dollars. Cela représente près de la moitié de toutes les dépenses fédérales.

Nos critiques soutiennent, de façon tout à fait irresponsable, je me permets de le dire, que nous nous en prenons à l'enseignement postsecondaire. Il me semble qu'ils ont les yeux rivés sur ce que l'on connaît sous le sigle de FPE, ou financement des programmes établis. Il s'agit de fonds totalisant près de 10 milliards de dollars. C'est le gouvernement libéral qui a cessé en 1977 de verser des paiements destinés à des services déterminés et de les lier aux soins médicaux ou à l'éducation. Il a laissé les provinces libres de dépenser cet argent pour construire des routes si elles le voulaient.

Les libéraux semblent l'avoir oublié depuis 13 ans, mais ce sont eux qui ont changé la formule et ont cessé de désigner les fonds versés dans le cadre du financement des programmes établis. Depuis, c'est aux provinces de décider de l'utilisation effective des fonds fédéraux. Elles peuvent en faire ce qu'elles veulent. C'est un finance-